



HAL
open science

Covid-19 : l'histoire, immédiatement. Les webinaires du Centre d'histoire de Sciences Po

Léa Delmaire

► **To cite this version:**

Léa Delmaire. Covid-19 : l'histoire, immédiatement. Les webinaires du Centre d'histoire de Sciences Po. 20 & 21. Revue d'histoire, 2020, Varia, 3 (147), pp.152 - 155. 10.3917/vin.147.0149 . hal-03366669

HAL Id: hal-03366669

<https://hal.science/hal-03366669>

Submitted on 5 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

apports du récent tournant critique de l'historiographie de la transition¹. En mettant en question son caractère modélique et en dénaturalisant les choix qui l'ordonnent, cette historiographie a aussi permis de rouvrir le dossier du rôle des exilés dans ce processus. Lorsqu'ils reviennent en Espagne en 1975, les militants républicains de l'exil ne reconnaissent pas leur pays d'origine et sont marginalisés par les partis de gauche espagnols qui abandonnent l'option républicaine au nom du consensus avec le pouvoir. La communication invitait, en conclusion, à une réflexion contrefactuelle sur la tournure qu'aurait prise la Transition si les républicains de l'exil avaient pu y contribuer.

La troisième journée du colloque a été consacrée à la postérité artistique, culturelle et mémorielle de l'exil espagnol de 1939 jusqu'à nos jours. Ainsi, Anélie Prudor (Université Toulouse-Jean-Jaurès) a analysé les commémorations de la défaite républicaine de juin 1938 qui se déroulent dans le village de Bielsa en Aragon depuis 2007. Organisées annuellement et conjointement par des associations françaises et espagnoles, elles ne célèbrent pas tout à fait les mêmes événements. Pour les associations françaises, Bielsa rappelle l'exil de 1938, la participation des guérilleros à la Résistance française, la « seconde non-intervention » de la France lors de l'invasion antifranquiste ratée du Val d'Aran en octobre 1944, plus que le combat armé des républicains. Ainsi et de prime abord, malgré leur caractère transfrontalier, les journées de Bielsa servent d'abord à réintroduire l'expérience (du combat ou de l'exil) de chaque groupe dans son histoire nationale (espagnole ou française). Toutefois, des imaginaires communs se forment également dans ces journées de rencontre, par exemple autour de la devise républicaine française, voire de la Marianne que les Espagnols se réapproprient en la vêtant des couleurs de l'Espagne républicaine (violet, jaune et rouge).

(1) Voir par exemple le numéro spécial coordonné par Charlotte Vorms et Élodie Richard, « Histoire et conflits de mémoire en Espagne », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 127, juillet-septembre 2015.

Certes, plusieurs aspects de l'histoire de l'exil de 1939, notamment sa dimension économique, étaient absents du programme. Il s'agit sans doute là d'un signe de sa faiblesse actuelle dans une historiographie qui reste essentiellement politique et culturelle. De même, alors que le genre était présenté dans l'appel à communication comme l'une des voies du renouvellement historiographique, aucune communication n'a permis de mettre en exergue l'apport d'une historiographie genrée de l'exil sur la longue durée. Comme l'a finalement souligné François Godicheau (Université Toulouse-Jean-Jaurès) dans sa conférence de clôture, ce colloque a eu pour apport principal de contribuer à la dénaturalisation des événements de la guerre d'Espagne et de ses suites, notamment l'exil. Il a aussi montré que l'historiographie de ce sujet entre dans une nouvelle phase de maturité, qui lui permet de nouer des dialogues fructueux avec l'histoire transnationale, l'histoire de l'émigration et celle des mobilisations politiques.

Célia Keren

Covid-19 : l'histoire, immédiatement. Les webinaires du Centre d'histoire de Sciences Po

La pandémie a eu des effets immédiats sur la recherche. Tandis que de nombreuses manifestations scientifiques étaient annulées, certaines se sont tenues en ligne. Dans une temporalité bouleversée par l'ampleur de l'événement, nombre de séminaires, y compris en histoire, ont revu leur programme pour consacrer des séances à l'analyse immédiate de la Covid-19, de ses effets, de sa gestion politique. Ce fut le cas du Centre d'histoire de Sciences Po (CHSP) qui a, entre avril et juin 2020, dédié trois séances de séminaire à la question de la Covid-19. La pandémie a déterminé autant le fond des réflexions que leur forme. Les chercheurs et chercheuses ont en effet eu l'occasion d'expérimenter un dispositif de séminaires en ligne – *webinars* ou webinaires, contraction de *web-seminar* ou de web-séminaire – permettant une double interaction, par le son et

l'image et *via* un fil de conversation. Ce dispositif a permis d'affirmer la volonté de continuer à faire communauté de recherche malgré l'impossibilité de se réunir physiquement, mais également de concrétiser un désir commun de se saisir de l'événement. Qu'ont à dire, au cœur d'une pandémie, les membres d'un centre traditionnellement associé à l'histoire politique, dans son acception la plus large ? Sans présupposer que l'histoire aurait des leçons à donner, il s'agit ici de rendre compte de ce que les membres du CHSP ont fait de la Covid, mais aussi de ce que la Covid leur a fait en matière de dynamique collective de recherche.

Le 20 avril et le 18 mai 2020, deux séances du séminaire mensuel du CHSP organisées par Nicolas Delalande¹ ont été consacrées à la Covid.

La première séance, intitulée « Covid-19 : essais d'histoire immédiate », se proposait de « réfléchir collectivement à quelques aspects historiques et politiques de la pandémie actuelle ». Plus que d'histoire immédiate au sens propre, il s'agissait ici d'un réflexe d'histoire *immédiatement* : en partant de leurs propres objets de recherche, les membres du CHSP ont voulu donner à voir, en creux, les multiples dimensions de la crise et en fournir des éléments de compréhension.

David do Paço, spécialiste d'histoire moderne urbaine et globale, s'est penché sur la question des lazarets de Trieste au 18^e siècle². Rappelant que leur mise en place ne visait pas à décourager les déplacements, mais bien à les encourager en garantissant la sécurité sanitaire, il a souligné leur dimension géopolitique, ainsi que la circulation des savoirs sanitaires ou statistiques à l'œuvre dans l'espace méditerranéen. Giacomo Parrinello, historien de l'environnement, a montré que la crise

de la Covid avait réactivé en Italie un répertoire ancien de gouvernance de la crise, centré sur la Protection civile, institution centralisatrice de la gestion des catastrophes, créée à la suite des séismes des années 1960. Par ailleurs, le recours à la législation d'urgence a conduit à une extension du périmètre de l'État, classique lors de la gestion des désastres. Cependant ces dispositifs ont été conçus, d'une part, pour prendre en charge des catastrophes localisées et, d'autre part, pour durer, alors que la crise sanitaire nationale a mis en lumière le besoin d'outils de sortie de l'urgence. Florence Bernault, spécialiste de l'histoire politique et culturelle de l'Afrique centrale et équatoriale, a souligné l'importance des rationalités et des stratégies locales pour comprendre ce qui semblait être un succès dans la gestion de la Covid en Afrique, en s'appuyant sur l'histoire contemporaine de la biomédecine et des épidémies. Enfin, Nicolas Roussellier, historien de l'État et du pouvoir exécutif, a proposé l'esquisse d'une « histoire politique de l'interpellation », en suivant le motif de la « demande de comptes » aux pouvoirs publics, de la Troisième à la Cinquième République et à la crise actuelle de la Covid. La diversité des interventions a permis de mettre en perspective de nombreuses dimensions de la crise. Cependant, la brièveté des présentations et du temps de discussion n'a pas toujours permis de nuancer les analyses, par exemple en étudiant des types de gestion politique différenciée en fonction des pays en Afrique ou en développant sur les différences locales dans le cas italien.

La deuxième séance, limitée à deux interventions traitant de l'« histoire comparée d'une crise globale », a nourri une discussion plus approfondie autour de la question de la quantification de l'épidémie. En réfléchissant de manière comparative aux modèles nationaux de réaction à l'épidémie, cette séance s'est avérée complémentaire à la première. Gerd-Rainer Horn, spécialiste d'histoire européenne transnationale, a posé l'hypothèse de réactions politiques différenciées entre une Europe du Nord au modèle politique plus consensuel et une Europe du Sud plus conflictuelle. Il a surtout souligné l'incomparabilité des chiffres, en raison des méthodes de

(1) Coordonné par Nicolas Delalande, ce séminaire réunit habituellement les membres du Centre d'histoire de Sciences Po autour de la communication d'un ou d'une chercheuse.

(2) Voir la capsule vidéo : David Do Paço, « Lazarets Never Aimed to Stop Circulations », disponible sur « Contagion – A Podcast Series on Circulation and Pandemic Threats Throughout History », *Cyber Review of Modern Historiography*, avril 2020, <https://oajournals.fupress.net/index.php/cromohs/article/view/11314>.

comptage différentes entre les pays. Paul-André Rosental, historien de la population, de la protection sociale et de l'expertise, a souhaité aller au-delà de l'aporie d'une incomparabilité radicale des chiffres dans une intervention s'appuyant sur sa note « Un balcon en forêt 2020. Essai comparatif sur l'épidémie de Covid¹ » parue sur le site de Terra Nova. En étudiant 24 États dans les 30 jours ayant suivi les premiers décès dans le pays, son analyse quantitative vise à dépasser les effets des structures démographiques et à éviter de comparer de manière synchronique des données diachroniques. L'un des principaux enseignements de cette étude est que les pays qui ont adopté les mesures de contrôle de la Covid les moins drastiques sont aussi ceux qui présentent la mortalité la plus faible en données corrigées. Ce constat à première vue paradoxal peut s'expliquer par le fait que ces pays pouvaient « se permettre » des réactions moins radicales car ils disposaient au préalable de systèmes de santé solides. Le facteur du nombre de lits disponibles, notamment en soins intensifs, s'avère déterminant, et ce, alors qu'un nombre important de lits est habituellement considéré comme sous-optimal en économie de la santé.

Ces questions de comparaison internationale et de « chiffres de la Covid » ont été au cœur du séminaire du groupe « Études sociales des politiques des populations, de la protection sociale et de la santé » (ESOPP, CHSP/EHESS) qui s'est tenu le 10 juin. L'étude de la pandémie, de sa quantification et de sa gestion politique s'inscrit directement dans les problématiques de recherches du groupe. Cette séance, organisée par Paul-André Rosental et Morgane Labbé, a été particulièrement interdisciplinaire. Plusieurs médecins ont ainsi participé à la discussion, apportant un éclairage souvent trop rare dans les séminaires de sciences sociales, notamment sur les risques psychosociaux qu'a fait peser la Covid sur les personnels soignants.

(1) <http://tnova.fr/notes/un-balcon-en-foret-2020-essai-comparatif-sur-l-epidemie-de-covid>.

La première partie du séminaire a comparé les cas de plusieurs pays d'Europe et d'Asie². Yohann Aucante, spécialiste des politiques sociales en Europe du Nord, s'est penché sur l'« originalité suédoise » de réponse à la pandémie. Alors que la Scandinavie est une région très intégrée, avec des caractéristiques communes dans les politiques et les infrastructures de santé des pays qui la composent, il a présenté plusieurs pistes d'explication pour expliquer la spécificité des choix de la Suède, en insistant en particulier sur l'indépendance de l'administration et notamment de l'agence de santé. Olivier Telle, géographe de la santé spécialiste des villes indiennes, a souligné l'importance de l'échelle de comparaison. Concernant un pays aussi grand et décentralisé que l'Inde, il est essentiel de tenir compte des différences locales, entre États mais aussi entre zones urbaines et rurales. L'intervention de Bernard Thomann, historien des politiques sanitaires et sociales et des maladies professionnelles, a porté sur le cas du Japon au prisme de la santé au travail. Tandis que le gouvernement promouvait la réussite d'un « modèle japonais » conciliant préservation des libertés et efficacité, la crise de la Covid-19 a mis en lumière et accru les inégalités dans la protection sanitaire et économique des travailleurs et travailleuses, dans un marché du travail segmenté entre travail régulier et non régulier. L'épidémie a ainsi fait émerger dans le débat public la question de la santé au travail des personnes les moins qualifiées et une critique d'un marché du travail fondé sur une discrimination statutaire systémique. La discussion a soulevé des questions aussi diverses que celles de l'aspect environnemental de la maladie, le poids des discours nationalistes et le rôle de l'Organisation mondiale de la santé dans les politiques sanitaires.

La seconde partie du séminaire a été consacrée à une intervention de Fabrice Cahen, historien des politiques de reproduction et de population, Catherine Cavalin, sociologue de la santé spécialiste notamment des violences et de la santé au

(2) L'autrice de cet avis de recherches a fait une intervention sur le cas de la Turquie lors de cette partie de la séance du séminaire ESOPP.

travail, et Émilien Ruiz, historien de l'État. A été présentée la genèse d'une réflexion née pendant le confinement autour de leurs questionnements communs sur la quantification, qui a donné lieu à un premier texte disponible sur HAL : « Des chiffres sans qualités ? Gouvernement et quantification en temps de crise sanitaire¹ ». Leur présentation a interrogé le « déluge de chiffres et de commentaires » provoqué par la Covid, à partir des textes qui dénonçaient l'usage de « chiffres officiels », jugés nécessairement faux et faussés à dessein, dans l'optique d'une mise en place de politiques liberticides. L'intervention a déconstruit ces discours, en montrant notamment que la dénonciation des « chiffres officiels » occultait la construction concrète des statistiques, en soulignant que l'opacité statistique pouvait aussi être un moyen de contrôle, ou encore en expliquant que la société civile a aussi su s'emparer des chiffres de la Covid, par exemple pour dénoncer les inégalités de santé aux États-Unis. La fin de l'intervention a été consacrée à l'histoire du graphique « Flatten the curve », « protagoniste à part entière » de la gestion de la Covid. Ce travail d'analyse sera poursuivi dans les prochains mois. Les fortes résonances de cette intervention, posant des questions politiquement brûlantes, peuvent être l'occasion de réfléchir au public auquel la communauté scientifique souhaite s'adresser dans un contexte de crise sanitaire. Si la démarche de cette intervention a rencontré une large approbation auprès de l'auditoire du séminaire, familier des problématiques de quantification, ce discours est-il audible dans le débat public ? Quelles sont les conditions de possibilité de sa diffusion ?

La question du public pose aussi celle du médium. L'interface numérique peut-elle remplacer, voire élargir, l'espace de la discussion scientifique ? Ayant permis de préserver des espaces de discussion scientifique lors du confinement, le webinaire ouvre des possibilités d'association et de dialogue entre personnes géographiquement

éloignées. Le fait de pouvoir intervenir sur un *chat* pendant la discussion est utile, notamment pour partager des références bibliographiques sans parasiter le dialogue. Des questions demeurent néanmoins. Le médium numérique renforce-t-il les rapports hiérarchiques et les enjeux d'occupation de l'espace de la discussion, déjà à l'œuvre dans les séminaires, et ce, malgré la volonté des équipes des séminaires sus-cités de les aplanir ? Si l'on a pu noter un net déséquilibre de genre et d'âge dans les prises de paroles, il est difficilement imputable au seul médium, d'autres logiques étant à l'œuvre. Les webinaires interrogent également la distinction entre sphères professionnelle et privée. Avec ce dispositif, cette dernière est encore plus floue que dans le temps et l'espace « normaux » de la recherche, parce que le séminaire s'invite dans notre salon, mais aussi parce que se pose la question de la protection des données partagées en ligne.

Il s'agira de vérifier, au cours des prochaines années, si cette expérience des webinaires transformera durablement les pratiques collectives de recherche. Après le succès du webinaire du 10 juin, l'équipe du séminaire ESOPP a d'ores et déjà annoncé que plusieurs séances seraient consacrées à la Covid dans son programme de l'an prochain. Il faudra du temps et du recul pour entrevoir ce que les sciences sociales, et l'histoire en particulier, font de la Covid et font aux politiques de lutte contre la Covid – mais aussi ce que la pandémie a fait aux travaux de ces chercheurs et chercheuses ainsi que le confinement à la vie de la recherche.

Léa Delmaire

Les historien-nes et le virus

NB : ce texte ne concerne pas les journées d'études, conférences et colloques consacrés au coronavirus, mais les interventions d'historiennes et d'historiens à son sujet dans les médias généralistes.

Face à l'épidémie de Covid-19 et au confinement qui ont touché la société française au printemps 2020, un certain nombre d'historien-nes sont intervenu-es dans l'espace public, estimant

(1) <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02659791/document>